

Droit, économie, gestion, mention économie et gestion des entreprises, spécialité concurrence, consommation et droit de la propriété industrielle

RNCP11404 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	312t, 310m, 120
Code(s) ROME	K1903, M1403, M1204, K1505, K1904
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/10/2019

Certificateur(s)

Université Rennes I

<http://www.univ-rennes1.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Aujourd'hui, rares sont les situations dans lesquelles une entreprise peut adopter ses stratégies sans se poser la question de leur licéité au regard du droit français et communautaire de la concurrence.

Grâce à sa double compétence en économie de l'entreprise et en droit de la concurrence, le diplômé du Master mention économie et gestion d'entreprise spécialité : Concurrence, consommation et droit de la propriété industrielle intervient dans toutes les grandes décisions et stratégies de l'entreprise vis-à-vis de ses clients, fournisseurs et concurrents :

- stratégies de tarification, en particulier lorsque l'entreprise détient une position dominante sur les marchés concernés,
- stratégies de concentration,
- stratégies dans le domaine de la distribution : choix d'un réseau de distribution, franchise, distribution exclusive ou sélective,
- stratégie de coopération avec des concurrents,
- stratégie de protection des brevets et des marques,

Sa maîtrise des textes juridiques, de la jurisprudence communautaire et française permet de guider, conforter ou d'infléchir certaines décisions stratégiques qui pourraient être contestées par les autorités concurrentielles communautaires et françaises

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le diplômé du master concurrence, consommation et droit de la propriété industrielle

A) En tant que cadre dans une entreprise

- Constitue un interlocuteur privilégié de la direction générale d'une entreprise lors de la prise de des grandes décisions stratégiques
- Analyse les situations de marché au regard de la position concurrentielle de l'entreprise, grâce à sa double compétence en droit et en économie de l'entreprise
- Contribue à la prise de décision à partir des études économiques et juridiques qu'il effectue ou fait effectuer

- Formule des préconisations en matière de croissance externe et de contrats de coopération et de distribution
- Assure la veille régulière de l'évolution des textes relevant du droit de la concurrence, de la consommation et de la propriété industrielle
- Veille au respect des dispositions réglementaires (en particulier au regard des articles L441 à L443 du code de commerce)
- S'assure de la conformité des actes juridiques et des contrats au regard des dispositions légales et de la protection des intérêts de l'entreprise.
- Contribue à prévenir et à résoudre les litiges
- Lit, comprend et s'exprime à l'oral et à l'écrit dans deux langues, dont sa langue maternelle.

B) En tant qu'avocat spécialiste :

Conseille les entreprises clientes de son cabinet dans les domaines de :

- la rédaction des conditions générales de vente
- l'élaboration des contrats de coopération, de distribution et de sous-traitance
- la protection des marques, brevets et savoir-faire

Il participe à la défense de ses clients dans des contentieux relevant :

- du droit des ententes
- du droit de la position dominante et de la dépendance économique
- du droit de la consommation
- des dispositions de l'article L442-6 du code du commerce

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- les services juridiques des entreprises industrielles, commerciales et prestataires de services,
- les administrations chargées de la surveillance du fonctionnement concurrentiel des marchés (commission européenne, direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)
- les cabinets d'avocats en charge de la défense des entreprises
- les associations de consommateurs

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Les emplois occupés par les anciens étudiants ayant suivi cette formation dans les dix dernières années, sont les suivants :

- Assistant de direction générale
- Responsable du service commercial
- Responsable du service de gestion des brevets et des marques
- Chargé d'études économiques, de marché et de veille concurrentielle
- Responsable de service à la DGCCRF
- Chargé de mission à la Commission Européenne
- Avocat d'affaires
- Economiste (grand cabinet d'avocats)
- Consultant (société de conseil spécialisée en droit de la concurrence et de la propriété industrielle)
- Magistrat spécialiste des problèmes économiques

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

- Oui, pour le métier d'avocat.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)

Élevée (4/5)

Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.

Facteurs principaux

Manque de main-d'œuvre disponible

Salaire médian (mensuel)	2 689 €
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité · tension 4/5 (Élevée) L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables · tension 5/5 (Très élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	30 040
Jugés difficiles à recruter	40 %
Emplois saisonniers	3 %
Familles professionnelles (FAP)	L1X60 — Employés de la comptabilité L4X81 — Techniciens et agents de maîtrise des services financiers ou comptables L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X91 — Juristes et avocats L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Professeurs de l'Université ainsi que trois professionnels relevant des activités concernées par le diplôme (1 cadre d'entreprise, 1 avocat, un consultant en droit de la concurrence, etc.)

COMPOSITION DU JURY — VAE

Composition du jury votée par l'université

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/10/2019
--	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www.eco.univ-rennes1.fr/> et <http://www.adesscor.net/>

<http://www.univ-rennes1.fr/>

Université Rennes 1

Faculté des Sciences Économiques

SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/11404/>